

# La lettre des Elus Communistes et Républicains du Conseil Régional de Basse-Normandie

|   |
|---|
| 9 |
|---|

## Relancer la consommation en relançant les salaires

La situation sociale ne cesse de se dégrader dans notre région. Les chiffres du chômage battent des records et sont en augmentation sensible dans chacun des départements bas-normands et les 400 emplois qui vont disparaître dans l'Education Nationale vont aussi alourdir ce déficit d'emplois. Le nombre de personnes au RSA, en CDD, dans des temps non complets CDI ou CDD ne cesse lui aussi de croître.

Nous observons une paupérisation grandissante de la population. Nous allons bientôt rattraper le modèle allemand où 7,4 millions de personnes vivent avec moins de 400 € par an. Une paupérisation d'autant plus grandissante que dans le même temps, le coût de la vie ne cesse lui d'exploser. Beaucoup de ménages sont en peine de savoir s'ils doivent en priorité payer le loyer pour éviter l'expulsion ou l'électricité, le gaz ou l'eau pour éviter la coupure. Ces mêmes ménages doivent maintenant compter sur les associations caritatives, les CCAS, pour assurer leur subsistance alimentaire, la cantine des enfants. A cela s'ajoutent les conséquences d'un prix du carburant exorbitant qui pèse lourdement sur toutes les personnes qui ont de bas salaires et doivent impérativement prendre la voiture pour aller au travail. Je pourrai ici pendant des heures vous raconter la vie quotidienne difficile de ces milliers de bas-normands qui subissent cette crise sociale.

Je voudrais cependant vous faire remarquer que certains se battent. Comment oublier l'excellente victoire des Moulinex, relatée cette semaine dans la presse, qui ont gagné après une lutte opiniâtre depuis des années ? Comment oublier que Lejaby a peut-être une solution, après des luttes incessantes ? Et pourquoi ne pas penser que Honeywell, si les luttes prennent un essor important, puisse arriver à sortir de la situation qu'il connaît ?

Comment voulez-vous que tous ces bas-normands dans la difficulté puissent admettre que pour en sortir, il leur faudrait souffrir encore plus ? C'est pourtant la dernière invention du gouvernement avec une TVA - *qu'il ne faut surtout pas appeler sociale* – majorée de près de 2%. **Encore plus d'austérité, et ça ira mieux ? Non !** Si le choix idéologique de baisser toujours plus le coût du travail est constamment avancé par la droite avec ici encore 13 milliards de cadeaux, nous observons qu'encore une fois, aucune sortie réelle de crise ne viendra. Je dirai même au contraire que ces 13 milliards vont encore une fois venir alimenter les fonds spéculatifs. Pour que la misère qui frappe de plus en plus fortement les bas-normands cesse, **il faut que l'Etat s'engage au moins sur 2 mesures essentielles :**

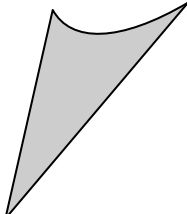
D'abord, **permettre que l'Etat et les collectivités puissent avoir accès aux prêts à 1% de la Banque Européenne en lieu et place des banques privées** qui elles re-prêtent cet argent en multipliant le taux au moins par 6. Cette masse financière nous permettrait de faire face aux investissements nécessaires que nous avons à faire, investissements qui relanceront notre économie régionale.

Enfin, en second lieu, avec les gains faits sur cet intérêt d'emprunt, **il faut relancer la consommation en relançant les salaires, les minima sociaux et la politique familiale.** Le soutien à la consommation des ménages est sûrement la solution, en tout cas, c'est la seule que l'on n'essaye pas. Et pourtant, quel bol d'air pour les familles bas-normandes qu'un SMIC à 1.700 €, qu'une juste revalorisation des retraites !

**C'est ce que les bas-normands attendent, qu'enfin la question de l'emploi et du pouvoir d'achat soit réellement prise en compte.** Nous avons l'occasion dans les mois qui viennent de porter ces questions dans le débat, soyez assurés que pour ce qui nous concerne, nous le ferons.

**Jean CHATELAIS**

Président du Groupe Communiste et Républicain



## Paris - Caen - Cherbourg, une ligne à soigner !

Lors de l'Assemblée Plénière du 2 février 2012, a été organisé un débat sur la ligne Paris - Caen - Cherbourg avec Roland BONNEPART, Directeur Régional SNCF des Régions de Paris Saint-Lazare Haute et Basse-Normandie. Pour mémoire, la ligne Paris - Caen - Cherbourg est une ligne TET (Train d'Equilibre du Territoire) dont l'Etat est Autorité Organisatrice des Transports.

Pierre MOURARET, vice-président délégué aux Transports, rappelle que la ligne Paris - Caen - Cherbourg fait partie des 12 lignes dites sensibles, pour lesquelles la SNCF, RFF et le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (autorité organisatrice des transports pour les TET) se sont engagés à améliorer significativement et rapidement la qualité du service. A cet effet, a été mis en place un plan d'impulsion 2011 qui devrait conduire à cette amélioration de service. Nous avons constaté, c'est vrai, une amélioration, mais qui est de notre point de vue insuffisante. La ligne Paris - Caen - Cherbourg nous semble être celle des 12 lignes qui a le moins progressée.

C'est pourquoi nous avons demandé à Guillaume PEPY des éclaircissements sur les aménagements qui ont été mis en œuvre pour améliorer le service, sur les résultats concrets qui ont été obtenus, et surtout, quels sont les aménagements nouveaux qui vont être mis en place pour essayer d'améliorer encore plus rapidement le service sur cette ligne.

Roland BONNEPART présente succinctement la ligne Paris - Caen - Cherbourg : cette ligne transporte **83.000 voyageurs par semaine** (soit environ 12.000 par jour, de 350 à 400 voyageurs par train) et effectue **16,5 allers-retours par jours** (soit 33 trains). La régularité de cette ligne est passée à 89,4% pour l'année 2011, soit une progression de 3,5 points par rapport à 2010. Cette progression est due au **Plan Impulsion 2011** mis en place par la SNCF. Ce plan d'action comprend 136 actions au total. Après un diagnostic des causes d'irrégularités sur les lignes TET, des travaux d'investissements ont commencé, pour un montant de 130 millions d'euros en Basse-Normandie : au niveau matériel (*petit entretien délocalisé à Caen et à Cherbourg pour gagner en réactivité, rame de réserve, opérations de maintenance préventive*), au niveau des infrastructures (*clôture des lignes, débroussaillage, remplacement préventif des rails*), au niveau externe (*lutte contre les divagations d'animaux, prévention des systèmes d'alarme*) et au niveau interne (*polyvalence des locomotives, ponctualité des trains au départ de Saint Lazare, composition des trains uniformisée à 10 voitures*).

Mais les problèmes d'irrégularité ne peuvent pas tous être réglés : il est techniquement impossible d'aller au-delà de 10 voitures par train, le goulot d'étranglement entre Poissy et Mantes existe toujours, et la gare Saint Lazare est engorgée (*1.600 trains par jour, un départ toutes les 28 secondes en heure de pointe*). Ces problèmes ne se régleront que dans le temps, à l'horizon 2020. De son côté, suite à l'audit mené pour le plan d'action, RFF fait un effort sur les voies régénérées, passant de 500 km/an à 1.000 km/an. Malgré cet effort, la régénération des voies va durer très longtemps.

Pour conclure, Pierre MOURARET revient sur la question de fond : **le vrai problème résulte d'une décennie de sous-investissements sur cette ligne**, que ce soit sur les voies, sur les matériels, sur le fonctionnement même de la SNCF, tout un ensemble de problèmes qui font qu'aujourd'hui, on va essayer de rattraper en l'espace de quelques années 10 à 15 années de sous-investissements. On ne peut pas avoir un résultat formidable avec une politique qui a été menée de cette façon là pendant 15 ans.

On peut remarquer que **lorsqu'il y a de l'investissement et un travail fait en commun entre l'entreprise publique SNCF et les Régions**, depuis la décentralisation des TER, **cela se traduit par une amélioration sensible, autant sur l'offre que sur la fréquentation.**

### Jean CHATELAIS

Président du Groupe  
Conseiller Régional délégué  
aux Marchés Publics  
Membre de la Commission  
«Personnels, finances et  
administration générale»

### Marie-Jeanne GOBERT

4<sup>ème</sup> vice-présidente  
déléguée à la Jeunesse,  
aux Sports et à la Vie  
associative  
Présidente de la  
Commission «Education,  
enseignement supérieur,  
jeunesse et sports, vie  
associative et culture»

### Pierre MOURARET

8<sup>ème</sup> vice-président délégué  
aux Transports  
1<sup>er</sup> vice-président de la  
commission «Aménagement  
du territoire, développement  
durable, transports et  
solidarités»

### Alain CIVILISE

Conseiller Régional  
Membre de la commission  
«Formation tout au long de  
la vie, développement  
économique, recherche et  
innovation»

### CONTACT

Pascale ELIE  
Assistante du groupe  
Région Basse-Normandie  
Abbaye aux Dames  
BP 523  
14035 Caen Cedex  
Tel : 02 31 06 95 01  
Fax : 02 31 06 96 26  
Port : 06 21 50 97 30  
Mail :  
[groupe.pcf@wanadoo.fr](mailto:groupe.pcf@wanadoo.fr)

Si vous désirez recevoir  
l'intégralité des interventions,  
n'hésitez pas à nous  
contacter